



HAL
open science

Le Maghreb en mouvement

Karima Direche, Rachid Ouaiassa

► **To cite this version:**

Karima Direche, Rachid Ouaiassa. Le Maghreb en mouvement. Entanglements of the Maghreb. Cultural and political aspects of a region in motion Julius Dirstelhoff/Charlotte pardey/Rachid Ouaiassa/Frederike Pannewick (eds) Edition Transcript 2021, , 2021. halshs-03072102

HAL Id: halshs-03072102

<https://shs.hal.science/halshs-03072102>

Submitted on 16 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Entanglements of the Maghreb. Cultural and political aspects of a region in motion

Julius Dinstelhoff/Charlotte pardey/Rachid Ouaisa/Frederike Pannewick (eds)

Edition Transcript 2021

Karima Dirèche et Rachid Ouaisa

CNRS-AMU/TELEMMe et Université Philips Marburg

Le Maghreb en mouvement

Le Maghreb – qui comprend l'Algérie, la Libye, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie - relie trois régions du monde que sont l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Europe. Il représente un espace d'échanges et d'hybridités à l'intersection de divers espaces géographiques, religieux, culturels, politiques et économiques. Malgré cette position stratégique, le Maghreb est surtout considéré comme une triple périphérie et comme une zone d'influence pour les puissances extérieures (Galissot, 2000) plutôt qu'un espace d'impulsion et de carrefour des dynamiques transrégionales. Cette approche oblitère complètement l'autonomie des développements au Maghreb et leurs effets transrégionaux.

Les sources du dynamisme remarquable du Maghreb résident dans une profonde tension entre, d'une part, ses disparités culturelles, linguistiques et économiques, politiques et, d'autre part, les liens et interdépendances étendus avec l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Europe qui l'ont caractérisé tout au long de son histoire. Toute analyse rigoureuse doit tenir compte de cette tension entre disparités et réseau complexe de relations qui constitue la base structurelle des processus de transformation en cours et, donc, la condition préalable aux développements futurs.

Si les pays du Maghreb sont caractérisés par la complexité de leur système politique et de leurs particularismes historiques, ils partagent, cependant, des héritages communs : des langues, la religion, une identité culturelle arabo-berbère, la géographie de l'espace et des expériences historiques comparables. Et depuis les grandes contestations de 2011, leurs sociétés ont en commun de relever des défis identiques : le passage de l'économie rentière à une économie productive ; la transition démocratique et les enjeux de justice et d'égalité ; la gestion des crises identitaires.

Recentrer une Région

Du point de vue des « *Area Studies* » ou des « Etudes Régionales », le Maghreb pose la question de sa définition et de son identité historique : s'agit-il d'une région, d'une « sous-région » ou d'une « entre-région » ? Pour répondre à cette question, il faut prendre en considération les dimensions historiques, économiques, culturelles et géopolitiques du Maghreb

et élargir le cadre théorique des Etudes Régionales. Les différentes désignations possibles (Maghreb, Afrique du Nord, Occident musulman, Sud de la Méditerranée...) révèlent la complexité de la question et les enjeux de pouvoir portés par chaque dénomination : Maghreb pour inscrire la région dans le Monde Arabe ; Occident musulman pour souligner son appartenance au monde musulman ; Afrique du Nord pour rappeler son histoire d'ancienne colonie ; Sud de la Méditerranée pour marquer sa position d'arrière-cour de l'Europe. Cette complexité se résume par la formulation lapidaire et provocatrice de Abdellah Laroui selon laquelle « le Maghreb des peuples n'existe tout simplement pas : si l'idée même de Maghreb a émergé, elle ne serait le fait que d'une petite élite et ne correspondrait à aucune réalité sociologique ». (Laroui 2019)

Recentrer cette aire géographique exige d'en étudier les entrelacements, les transferts et les mobilités caractérisant l'espace maghrébin, non seulement dans ses structures internes, mais aussi dans ses relations avec l'Europe d'une part, et l'Afrique et l'Orient arabe d'autre part. Malgré sa centralité géopolitique, malgré son histoire marquée par de grands empires et de civilisations prestigieuses et de son métissage culturel et religieux, le Maghreb reste prisonnier de la représentation têtue de la double périphérie. Considéré encore comme une aire d'influence et de concurrences multiples pour d'autres puissances, l'espace maghrébin renvoie à l'idée (largement partagée au Moyen-Orient et en Europe) d'un espace marqué par la conquête de puissantes civilisations, dépourvu d'une identité historique qui en aurait fait un objet et non un sujet de l'histoire (Willis 2012).

Cette marginalisation du Maghreb se retrouve également dans le champ des études académiques européennes à l'exemple de la recherche académique allemande sur le Moyen Orient et l'Afrique du Nord. En Allemagne, on désigne par « études proche-orientales » ce champ de recherche, dominé par les études arabes et islamiques. En raison de l'importance de la production francophone dans le champ des études maghrébines (au cours des périodes coloniale et postcoloniale), l'Afrique du Nord est longtemps restée en Allemagne un objet de recherche réservé aux études romanes, tandis que les études orientales s'intéressaient exclusivement à l'Orient (Machreq et péninsule Arabique). De même, les sciences sociales en Allemagne ne se sont que très marginalement intéressées au champ des études maghrébines ; et jusqu'aux années 1980, la région du Maghreb ne représentait qu'une partie des études sur le tiers-monde qui, aujourd'hui, fait partie du sud global.

Dans le débat public allemand, le Maghreb – littéralement, l'Occident du monde islamique – est largement absent, et n'est mentionné que dans un contexte sécuritaire : par exemple dans le débat sur les régimes frontaliers et les supposés « pays d'origine sûrs », : dans la lutte contre le terrorisme et les partenariats de mobilité ou alors dans le contexte d'actualité de prétendues agressions sexuelles commises, dans les pays du Nord, par des réfugiés originaires de pays musulmans.

Les chercheurs allemands peinent encore à aborder ces questions relatives au Maghreb de manière adéquate, parce que la recherche sur cette région, dans sa diversité culturelle, linguistique, sociale et ethnique, n'est pas réellement investie. Or la richesse et la complexité caractérisant la région ne représentent pas seulement un défi en termes méthodologiques et disciplinaires ; elles pourraient également influencer de façon décisive la recherche sur la région MENA, mais aussi les études régionales (*Area Studies*) en général ainsi que les recherches transnationales.

Pourquoi une Région en Mouvement ?

Les contestations populaires de 2011 qui ont balayé le monde arabe en destituant quelques grandes figures de dictateurs ont pris leur source dans les pays du Maghreb. Elles ont permis de rendre visibles la diversité des sociétés maghrébines et les mutations profondes qui les traversaient. Les événements de 2011 et plus récemment ceux du *hirak* algérien de 2019 sont l'expression politique de la faillite des grandes narrations (nationalisme arabe, islamisme) prétendant à des sociétés homogènes et de la fin des utopies collectives et éducatrices promettant des sociétés égalitaires, justes et prospères. Désormais, les contestations qui secouent le sud de la Méditerranée laissent exprimer la somme des utopies individuelles bien éloignée des holismes nationaux. Les forces motrices des mobilisations ont laissé émerger des réalités politiques et sociales à l'opposé des représentations de stagnation et d'homogénéité. Les répertoires d'action de ces mobilisations s'inscrivent, depuis la période coloniale, dans une longue tradition de résistance propre à ces pays. Les luttes anticoloniales et les nombreuses révoltes anti-système qui ont rythmé l'histoire post-indépendante des sociétés maghrébines ont façonné les cultures politiques locales tout en créant des spécificités nationales.

Les événements de 2011 ont provoqué une véritable accélération de l'histoire et ont déclenché une vague de transformations profondes dans la région avec, il est vrai, des succès divers. On assiste désormais à des reconfigurations importantes à l'intérieur des États et des sociétés du Maghreb mais aussi à des nouvelles recompositions géopolitiques de la région. Les pays européens et les États-Unis, acteurs traditionnels de la région, se voient concurrencés par de nouveaux acteurs régionaux comme la Turquie et les pays du Golfe. Et différents acteurs non étatiques, notamment les groupes djihadistes internationaux, sont déjà entrés dans l'échiquier politique bousculant les rapports entre le Maghreb et ses partenaires traditionnels pour proposer un nouvel ordre géopolitique régional. Par ailleurs, la faillite du projet du Grand Maghreb ou du Maghreb Arabe Uni a laissé la place, depuis au moins deux décennies, à une course effrénée, entre les différents pays, pour forger de nouvelles alliances sécuritaires avec les divers acteurs régionaux.

A l'échelle des États de la région, on assiste à des mutations qui bousculent les équilibres traditionnels. Les sociétés maghrébines connaissent des transformations rapides qui bouleversent les structures sociales traditionnelles, les croyances, les rapports sociaux. L'accès à l'éducation et à l'information, ainsi que l'hégémonie du modèle démocratique et des normes des droits humains, ont profondément modifié la perspective politique des sociétés. L'aspiration au changement est globale avec, au centre, la question de la participation et de la représentativité des sociétés civiles. Celles-ci, quasiment inaudibles, jusqu'en 2011, ont émergé dans leur force de proposition et leurs capacités à alimenter, par exemple, les dynamiques de développement et les transitions sociale, environnementale et économique en cours. La maturité inattendue de la société civile en Algérie, au vu des événements de la mobilisation citoyenne du 22 février 2019, laisse à comprendre des formes de résilience politique exceptionnelle. Cette place des sociétés civiles est désormais centrale, au Maghreb et elle pose, en toile de fond, le défi central du maintien du dialogue entre l'État et les différents acteurs sociétaux : associations, syndicats, collectifs de citoyens divers qui voient le jour, et qui s'appuient sur les réseaux sociaux et les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Ces processus de transformations s'opèrent dans un contexte paradoxal de conservatisme et de religiosité et de revendications des libertés individuelles. Les sociétés maghrébines sont

profondément patriarcales et conservatrices et l' « islamisme », tel qu'il s'est construit et structuré depuis les années 1980, est devenu une dimension fondamentale de la réalité culturelle et politique. La religiosité et le conservatisme (largement alimentés par l'islam d'État tel qu'il s'est diffusé dans les sociétés) n'empêche pas les processus de sécularisation qui s'expriment pas des nouvelles aspirations aux libertés et aux droits individuels : droits des femmes, mariage des mineurs, inégalité dans l'héritage, dépenalisation de l'homosexualité, libertés de conscience, reconnaissance des enfants nés hors mariage... Autant de questions sensibles qui font l'objet de débats brûlants. Cette configuration est commune à l'ensemble des sociétés du Maghreb et s'exprime par un jeu de tensions parfois très violentes entre les forces religieuses et patriarcales et ces aspirations à de plus grandes libertés. Celles-ci ont des accents particulièrement forts en Tunisie qui, pour l'instant, demeure le seul pays où l'autorité publique et la législation qui l'accompagne répond en offrant quelques avancées (Gobe, Chouikha, 2015).

Cette effervescence sociale se conjugue à la réappropriation, par les sociétés concernées, des questions de fond dont le traitement était, jusque-là, le monopole exclusif des élites dirigeantes.

Ainsi la question démographique pose nécessairement celle de l'extrême jeunesse de la population (près des deux tiers a moins de 30 ans) et de sa prise en charge par les politiques publiques d'éducation, de santé, d'emploi et de création de richesses. La population en âge de travailler a triplé en trois décennies et les marchés intérieurs n'ont pas les capacités à absorber le chômage préoccupant des jeunes qui touche particulièrement les diplômés. Le taux de diplômés chômeurs est en hausse permanente pour atteindre 17,6% en Algérie, 26,4% au Maroc et 30% en Tunisie (Ghouati 2016). La figure du « diplômé chômeur » telle qu'elle occupe, d'ailleurs, l'espace public de la contestation sociale est le produit de la massification de l'université qui offre des parcours diplômants (mais sans qualification véritable) et de son inadéquation avec les marchés de travail nationaux.

La question économique est donc centrale dans la réappropriation de la « chose publique » puisqu'elle remet en question des modèles économiques rentiers peu soucieux de productivité et de redistribution. Dans les économies dominées par les rentes, l'excédent des ressources financières n'est pas obligé d'être investi selon les règles économiques et de façon productive. Dans ce type de structures économiques, le travail n'est pas lié à la productivité mais au clientélisme. Malgré quelques exceptions dans certains secteurs, les structures économiques au Maghreb sont dominées par ce que Hartmut Elsenhans appelle la « marginalité structurelle ». Un travailleur marginal est celui qui coûte plus cher que ce qu'il peut produire et il fonctionne donc dans le cadre d'un contrat social précapitaliste (Elsenhans 2001). Les travailleurs marginaux ne peuvent pas faire valoir leurs propres intérêts en mobilisant leurs pairs. Au contraire, en tant que clients, ils sont liés à leur patron et à leurs clan, région ou religion parce qu'ils ne sont employés que sur la base de la *wasata* et de la *'asabiya* (Henni 1993). Les économies rentières sont généralement marquées par la mise à l'écart d'une classe sociale capable d'accéder au pouvoir en accumulant le profit, à produire et à faire du travail une force de négociation et de mobilisation. La majorité des classes moyennes au Maghreb, mais surtout en Algérie et au Maroc, sont des classes non compétitives. Leurs existences sont dues aux structures informelles politiques et économiques régnantes. Elles ne sont pas orientées vers la concurrence et le profit à travers le marché au sens wébérien, mais elles sont obligées de négocier en permanence avec le pouvoir en place et elles sont donc dépendantes de son bon vouloir. Ainsi remettre en question les modèles économiques, c'est produire les conditions d'émergence de classes moyennes orientées vers le marché et non vers la rente et porteuses d'un projet démocratique.

Cette polarisation sur la question économique est centrale dans le *hirak* algérien et s'est exprimée par exemple de façon remarquable, au Maroc au cours du printemps 2018, par le boycott de trois grandes marques de consommation ordinaire (Sidi-Ali, Danone et Ifriqya). La lutte contre la corruption et la revendication d'économies productives (sources d'autonomies et de richesses) sont au cœur des consciences politiques et militantes. Elles révèlent le passage d'une économie clientéliste à une économie méritocratique est inconditionnelle pour la valorisation du travail comme force de négociation (*empowerment of labor*). C'est ce processus que le sociologue allemand Toennies décrit comme la transition de la communauté (*Gemeinschaft*) à la société (*Gesellschaft*).

Il est à souligner, que la prégnance de ces modèles économiques de rente demeure très forte. Ainsi, dans un pays comme la Tunisie, que l'on considère comme un modèle de transition démocratique réussi, l'héritage du système économique de Ben Ali n'est pas remis en question et les crimes économiques n'ont pas été retenus dans le processus de justice transitionnelle qu'a menée l'Instance de justice transitionnelle Vérité et Dignité.

Les effets des révolutions de 2011 ont posé, frontalement, la question de l'Etat de droit et de la transition démocratique avec des modalités et des fortunes diverses.

La libéralisation de l'économie entamées vers la fin des années 1980 liée à l'échec des stratégies économiques dominées par les États postcoloniaux coïncide avec la montée de la mouvance islamique. Mais il ne faut pas confondre les liquidations des entreprises de l'Etat avec une véritable reconversion des États aux vertus du libéralisme politique. Les privatisations n'ont pas promu ni démantelé le cadre légal protectionniste et interventionniste, ni fait émerger un capitalisme réellement compétitif ; par ailleurs, les privatisations n'ont pas conduit à une émancipation de l'économie à l'égard du politique. En ces moments de crise, les États du Maghreb se sont donné une autre source de distribution : celle des licences de commerce et d'importation qui contribue au *crony capitalism* (capitalisme de copains) comme le désigne l'économiste Joseph Stiglitz (2002). Ainsi s'est dessiné un nouveau contrat social entre l'Etat et la société qui a donné naissance à une nouvelle classe moyenne pieuse (Ouaisa 2018). « Le capitalisme de copain » a mis les fondements nécessaires pour un « *new deal* » idéologique entre les nationalistes-affairistes du pouvoir en place avec les nouvelles classes moyennes pieuses pour former une alliance conservato-nationaliste néolibéral. Celle-ci remplace progressivement les alliances militaro-technocratique et administrative des années 1960 et 1970. La cooptation des islamistes au Maroc et en Algérie ainsi que la montée du *Nahda* en Tunisie montrent bien que de classes moyennes pieuses sont devenues le socle des pouvoirs en place.

Si au Maroc, le roi s'est distingué comme une figure réformatrice en commanditant une nouvelle constitution tout en s'inscrivant dans les logiques de l'État makhzénien (Saaf, 2015), l'Algérie se caractérise, jusqu'en, 2019, par une remarquable stabilité de la polycratie politique (Présidence, État-Major militaire et département du renseignement et de la sécurité) du régime Bouteflika. Cette stabilité est brutalement remise en question par le mouvement citoyen du 22 février 2019 qui s'oppose (en exigeant une nouvelle constitution) au logiciel politique imposé depuis l'indépendance. Seule la Tunisie, pour l'instant, peut se prévaloir d'une véritable transition politique avec la rupture de l'ère de Ben Ali ; expérience, pourtant, rythmée de succès et de vicissitudes. Dans tous les cas, les sociétés maghrébines traversent une crise de confiance de l'Etat en remettant en cause leur représentation par des élites dirigeantes désavouées.

Chacune, à sa manière, expérimente de façon inédite le compromis politique et la renégociation du pacte social et national.

Les grandes révoltes qui ont secoué en 2011 les pays du sud de la Méditerranée ont également mis, au centre des revendications, la question de la pluralité ethnique et linguistique des sociétés maghrébines. Ainsi la question amazighe refait surface en s'inscrivant dans une conception juridique et politique de la pluralité de la nation en revendiquant l'héritage berbère (dont sa langue africaine) qui remonte à des temps très anciens. De la même façon, les questions de diversité religieuse, culturelle et ethnique viennent bousculer le socle des régimes politiques adossés depuis, les indépendances aux référentiels arabo-nationalistes. En renégociant des référentiels identitaires hétérogènes, complémentaires et compétitifs, les sociétés tentent de conquérir des périmètres d'action politique et de nouveaux droits (Dirèche, 2019).

Le Maghreb des peuples

Jusqu'à aujourd'hui, les multiples relances de l'Union du Maghreb Arabe malgré ses nombreux échecs, laissent encore espérer (sur le modèle de l'Union Européenne) un Maghreb productif, prospère, démocratique et solidaire. Un marché d'hommes, de capitaux, de projets et d'investissements qui pourrait participer à endiguer les maux communs à toutes les sociétés maghrébines: chômage des jeunes, fuite des cerveaux, Immigration clandestine, corruption. Face à la faillite de cette intégration régionale institutionnelle par l'UMA qui s'est confrontée, ces trois dernières décennies, aux contraintes des politiques étatiques et aux conséquences du conflit algéro-marocain, une intégration régionale « silencieuse » (Chena, 2019) est déjà à l'ordre du jour par des mobilités intra-maghrébines peu visibles. Ainsi, apparaît, avec une quantité de flux migratoires régionaux animés par des acteurs ordinaires (étudiants, travailleurs, auto-entrepreneurs, investisseurs), connectés avec le reste du monde, un espace de mobilité et de travail qui s'est affranchi des résistances institutionnelles, des conflits entre États et des fermetures de frontières. *Ce Maghreb des Maghrébins* s'exprime par la mobilité et le travail qui échappent souvent aux contrôles de leurs propres États. Une intégration, certes informelle, mais qui révèle un espace intra-maghrébin de mobilité, de création de richesses et d'emplois et d'ouvertures sur l'Afrique subsaharienne qui est déjà en œuvre. Ces acteurs économiques ordinaires sont portés dans leurs actions par un imaginaire commun et une proximité identitaire et culturelle et des singularités (bien alignés des nationalismes rigides) qui pourraient promettre, par le bas, un Maghreb uni et démocratique que l'action politique inter-étatique n'a pas réussi à réaliser depuis les indépendances.

Cette action politique inter-étatique maghrébine s'exerce, cependant, de façon active, aux pressions exercées par l'Union européenne qui a externalisé les frontières européennes hors des limites de l'espace européen pour contrôler, drastiquement les frontières des pays de la Méditerranée sud au prix de certaines violations graves de droits humains. Les États maghrébins relaient une politique ultra sécuritaire qui fait de la Méditerranée un espace de passage à hauts risques pour les migrants subsahariens et maghrébins qui tentent l'aventure clandestine. Le détroit de Gibraltar, le canal de Sicile et le large des îles Canaries se transforment tragiquement, depuis maintenant plus de deux décennies, en cimetières marins. Ainsi, cette question migratoire qui se pose déjà à l'échelle intra-maghrébine et africaine en termes de travail, de libre circulation, de statut juridique, de modalités d'accueil et de création d'emplois se révèle être un des enjeux majeurs du modèle de développement à venir.

Les contributions de cet ouvrage s'articulent donc autour de la notion de mouvement et de mutation en offrant des éclairages analytiques et disciplinaires stimulants du champ des études maghrébines. Elles proposent un état des lieux des connaissances actuelles dans une perspective interdisciplinaire.

Cet ouvrage est la première réalisation d'une volonté scientifique allemande beaucoup plus ambitieuse (impulsée par l'université de Marburg) pour initier et pour structurer, dans le monde académique allemand, le champ des études maghrébines aussi bien dans les sciences sociales que dans les études culturelles et littéraires. Dans une perspective pluridisciplinaire et internationale, l'objectif de l'Université de Marburg est de construire une étroite collaboration entre les institutions scientifiques et les chercheurs du Maghreb, les pays européens et d'Amérique du Nord autour d'une plate-forme scientifique et d'expertise internationales où recherches existantes, mais aussi nouveaux objets et terrains de réflexion contribueront au renouvellement des savoirs du/sur le Maghreb.

Bibliographie :

Chena, Salim (2019), « Travailler, échanger, apprendre. L'Algérie dans l'espace régional des mobilités », in (Direche, Dir) *L'Algérie au présent. Entre résistances et changements*, Editions IRMC/Karthala, Paris ;

Dirèche, Karima (2019), *L'Algérie au présent. Entre résistances et changements*, Editions IRMC/Karthala, Paris ;

Galissot, René (2000), *Le Maghreb de traverse*, Edition Bouchène, Alger

Gobe Eric et Larbi Chouikha, 2015, *Histoire de le Tunisie depuis l'indépendance*, Editions La Découverte, Paris ;

Ghouati, Ahmed (2016), *L'insertion professionnelle des diplômés au Maghreb. Quel(s) effet(s) de la professionnalisation des formations ?* Communication au colloque international Professionnalisation des formations, employabilité et insertion des diplômés, 30/6 et 01/07/2016 à Clermont-Ferrand, Ecole Universitaire de Management, Université d'Auvergne

Henni, Ahmed (1993), *Le Cheikh et le Patron. Usage de la modernité dans la reproduction de la tradition*, Office des Publications Universitaires, Alger.

Elsenhans, Hartmut (2001): *Das internationale System zwischen Zivilgesellschaft und Rente* Münster: LIT Verlag,

Laroui, Abdellah, « le Maghreb est l'idée d'une élite » propos recueillis par Mostafa Bouaziz et Maâti Monjib, in *Zamane* Nr. 18, 2019

Ouaissa, Rachid (2018), « Classes moyennes algériennes, rente et stagnation politique », in: *NAQD*, Nr. 36, S. 123-145.

Saaf, Abdallah, 2015, « changements et continuités dans le système politique marocain » in (Rhani, Boutaleb, Férré, Dupret, Dir) *Le Maroc au présent : d'une époque à l'autre, une société en mutation*, Editions du Centre Jacques-Berque et de la Fondation du Roi Abdul-Aziz Al Saoud pour les Études Islamiques et les Sciences Humaines

Stiglitz, Joseph (2002), "Crony capitalism American-style", Project Syndicate, February, <http://www.project-syndicate.org>

Willis J. Michael (2012), *Politics and Power in the Maghreb: Algeria, Tunisia and Morocco from Independence to the Arab Spring*, Hurst & Company.